Le Monde, 18 avril 2015

Le casse-tête de la déradicalisation

Face à ceux qui sont tentés de rejoindre la « guerre sainte », aux détenus prosélytes, aux jeunes revenant de Syrie, sociologues, psychologues, politiques et élites musulmanes cherchent des pistes de désendoctrinement

Pour les jeunes en voie de radicalisation, elle préconise de ne jamais se placer sur le terrain du savoir et d'une discussion théologique, mais de *« passer par l'émotion et l'affect »*. Mais d'autres, tel le spécialiste des questions internationales Pierre Conesa, estiment qu'on ne peut construire de contre-discours efficace à la radicalisation des esprits en évacuant la question théologique.

Pour prévenir un danger, il faut d'abord le définir. Qui sont les candidats au djihad ? Dans quel contexte se radicalisent-ils ? Quel rôle jouent, dans ce processus, la psychologie de groupe, l'environnement sociopolitique, les revendications nationalistes, la religion ? Répondre à ces questions se révèle d'autant plus complexe que l'islam radical, qui a longtemps touché majoritairement les jeunes musulmans des banlieues défavorisées, se répand désormais dans les classes moyennes, voire supérieures. Il touche des adolescents de plus en plus jeunes (15-16 ans), des étudiants, des diplômés, parfois des familles tout entières. Plus les individus sont jeunes, plus la proportion de filles et de convertis augmente. Une diversité des candidats au djihad qui inquiète au plus haut point le sociologue Farhad Khosrokhavar, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) et auteur de l'ouvrage *Radicalisation* (Maison des sciences de l'homme, 2014).

« Ce phénomène nouveau est très dangereux pour la société, pour la démocratie, pour ces jeunes eux-mêmes et pour leur famille. Il faut vraiment le prendre à bras-le-corps et essayer de le comprendre avant d'apporter une solution sur le moyen et le long terme. Sur le court terme, ce qui s'impose est évidemment d'empêcher leur départ autant que possible, de circonscrire le périmètre de leur action, d'essayer de faire en sorte qu'ils ne puissent pas nuire aux autres ni à eux-mêmes », commentait-il il y a quelques semaines, lors d'un débat organisé sur ce thème par l'Ecole pratique des hautes études en psychopathologie. Le sociologue se déclare particulièrement troublé par l'implication croissante des filles, jusqu'alors très minoritaires à se radicaliser. *« Aujourd'hui, on estime qu'elles représentent environ 20 % des personnes qui sont parties d'Europe vers la Syrie. C'est énorme ! »*

Quelles sont les raisons qui poussent un jeune Européen à s'engager dans cette guerre sainte ? A s'identifier à un autre djihadiste, syrien ou irakien ? *« Aucune explication n'est pour le moment satisfaisante »*, admet Asma Gueniffi, psychologue clinicienne à l'Association française des victimes du terrorisme. Seule certitude : de culture musulmane ou non, ils ont en commun d'être en perte de repères et en rupture avec leur environnement. Chez ces jeunes en grande fragilité psychologique, le discours djihadiste ne vient pas tant combler un désir de religion qu'une faille identitaire, un désir d'aventure, le besoin d'embrasser une cause. Ce qui n'empêche pas ladite religion et son extrême radical, à mesure que l'endoctrinement progresse, de prendre le pas sur tout le reste.

Dans le cadre de son plan de prévention et d'accompagnement des familles, le gouvernement français a mis en place en avril 2014 un Numéro vert (appel gratuit) : en un an, il aurait reçu plus de 1 500 signalements pertinents. *« Depuis les attentats de janvier, la fréquence des appels a doublé, voire triplé »*, précise le président de la Mivludes, Serge Blisko. En fonction des éléments communiqués par les proches, le niveau de radicalisation est évalué sur une échelle de 1 à 4. Les cas les plus inquiétants sont orientés vers les services de sécurité et de justice ou vers un hôpital psychiatrique. Les autres vers une équipe associative spécialisée dans le désendoctrinement, où ils bénéficient d'un suivi social et psychologique. Une démarche préventive assez similaire à celle mise en place au Danemark pour les jeunes en voie de radicalisation islamiste – à Aarhus depuis 2007, à Copenhague depuis 2009.

En France, deux expériences de ce type sont actuellement en cours. La première, encadrée par la Mivludes, est menée par Dounia Bouzar au CPDSI : au 31 décembre 2014, 325 familles avaient déjà bénéficié de ce suivi. La seconde, conduite depuis l'automne 2014 par la juriste et docteure en psychologie Sonia Imloul, fondatrice de la Maison de la prévention et de la famille, a lieu dans un appartement de la Seine-Saint-Denis en partenariat avec la préfecture de police de Paris. Contrairement à l'équipe de Dounia Bouzar, celle de Sonia Imloul intègre parmi ses médiateurs un salafiste « quiétiste » (non violent) – prenant ainsi en compte, ne serait-ce que partiellement, la dimension religieuse et idéologique de la radicalisation. Toutes deux privilégient autant que possible les groupes de parole avec des « repentis » – ces combattants revenus de Syrie choqués, voire traumatisés par ce qu'ils y ont vécu. Et toutes deux se heurtent au même constat : la déra-

Phoca PDF